

Statement

Secretary of
State for
External Affairs



Déclaration

Secrétaire
d'État aux
Affaires
extérieures

90/42

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION DU
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,
LE TRÈS HONORABLE JOE CLARK,
À L'OCCASION D'UN DÉJEUNER OFFERT PAR LE
CONSEIL DES GENS D'AFFAIRES CANADA-INDONÉSIE ET
L'ASSOCIATION CANADIENNE DES GENS D'AFFAIRES
À LA SALLE LIBRA DE L'HÔTEL HILTON

JAKARTA (INDONÉSIE)

LE 26 JUILLET 1990

Depuis un an, le monde a les yeux rivés sur l'Europe. Et pour cause. Les images transmises de ce continent ont été captivantes :

- le dramaturge Vaclav Havel, encore prisonnier il n'y a pas longtemps, est désormais président de la Tchécoslovaquie;
- un électricien de Gdansk a déclenché une révolution politique en Pologne;
- le mur de Berlin s'est écroulé sous nos yeux;
- le Rideau de fer tombe en pièces.

Il y a deux ans, un film ou un roman qui aurait contenu de telles images aurait semblé pure fantaisie de l'esprit. Mais la réalité dépasse la fiction. Ces images font désormais partie de l'histoire - et dans un monde si petit et si relié que le nôtre, elles font partie de notre histoire.

Ce qui fascine dans tous ces événements en Europe, ce n'est pas leur côté spectaculaire mais plutôt leur sens. Une page de l'histoire vient d'être tournée et une nouvelle ère commence.

Pendant des décennies, la paix fragile en Europe a détourné notre attention des autres problèmes mondiaux - la menace à l'environnement; les crises du développement international et l'endettement international; la croissance du terrorisme rendu plus meurtrier par la prolifération des armes de destruction de masse; la complexité et l'ampleur du trafic international de la drogue et la persistance de conflits régionaux explosifs alimentés par le zèle et la peur. L'intérêt - idéologique et militaire - que nous avons porté à l'Europe a maintenu ces autres priorités à un niveau trop bas de l'ordre du jour mondial.

Cette attention que nous avons accordée à l'Europe a aussi masqué les événements d'envergure historique qui se déroulaient ailleurs dans le monde, et surtout en Asie et dans le Pacifique.

Pendant que les pays d'Europe et d'Amérique du Nord bâtissaient leurs armées et leurs idéologies, les pays du Pacifique créaient un miracle économique sans pareil.

Depuis 1970, la part de l'Asie dans la production mondiale a doublé. Depuis 1970, le commerce à l'intérieur de la région a décuplé. À la fin du siècle, le Pacifique pourrait bien compter 60 % de l'humanité et représenter 40 % de la consommation mondiale et une proportion encore plus grande de la production mondiale.

Personne ne peut contester l'évidence : le centre de l'activité économique mondiale se déplace vers le Pacifique et il se déplace rapidement.

Ce déplacement revêt une importance toute particulière pour l'économie canadienne et pour notre prospérité future en tant que pays commerçant. En 1983, les échanges du Canada outre-Pacifique ont dépassé les échanges outre-Atlantique. Toutes les prévisions possibles indiquent le maintien de cette tendance. La Colombie-Britannique exporte désormais davantage outre-Pacifique que vers les États-Unis. Le Canada, dans son ensemble, dépend davantage de ses liens économiques avec le Japon et avec les quatre dragons que de ceux qui l'unissent à n'importe lequel des 24 pays membres de l'OCDE. Nous dépendons davantage du Pacifique que n'en dépendent les États-Unis ou l'Australie.

Le monde entier doit donc se rendre à l'évidence que l'Asie est maintenant l'un des principaux moteurs de l'économie mondiale. Le Canada doit reconnaître que son sort en tant que société prospère est maintenant lié de manière inextricable à celui de l'Asie et du Pacifique.

Voilà pour l'aspect économique.

Mais nos liens avec le Pacifique vont bien au-delà du commerce et de l'investissement. Plus de la moitié de nos immigrants sont désormais originaires de l'Asie. Le Canada a accepté plus de 100 000 réfugiés d'Indochine. Le dernier champ de bataille où sont tombés un grand nombre de Canadiens n'est pas l'Europe mais bien la Corée. La plupart de notre expérience relative au maintien de la paix a été acquise en Asie. Une grande partie de la drogue qui se trafique dans nos rues provient des champs et des usines d'Asie. Et la pollution qui encercle la planète et ne connaît plus de frontières vient en partie d'Asie.

Les problèmes dans le Pacifique ne sont pas des problèmes du Pacifique; ce sont des problèmes canadiens. La prospérité du Pacifique signifie la prospérité du Canada. La sécurité du Pacifique signifie la sécurité du Canada.

Pendant une grande partie de son histoire, le Canada a été une nation atlantique. La plupart de ses échanges et de ses immigrants viennent d'outre-Atlantique, et nos valeurs sont fondamentalement européennes. Cependant, dans notre for intérieur, nous avons toujours été une nation des trois grands océans - l'Atlantique, l'Arctique - qui fait de notre pays un voisin et un partenaire uniques de l'Union soviétique - et le Pacifique, qui devient de jour en jour plus important pour le Canada.

Naturellement, vu ces antécédents, nous ne pouvons nous empêcher de noter certaines différences entre ce que l'on

pourrait respectivement qualifier d'"expérience atlantique" et d'"expérience pacifique".

L'une des particularités de l'expérience économique de l'Asie est que ces pays aient su assurer leur prospérité sans arrangements institutionnels officiels, contrairement à l'Europe qui a dû former un Marché commun, et à l'Amérique du Nord qui a dû conclure un accord de libre-échange. Il n'existe pas d'échéance de 1992 pour le Pacifique. Il n'existe pas d'accord de libre-échange pour le Pacifique. Il n'existe pas d'OCDE pour le Pacifique. Ce qui a été accompli a pu l'être grâce aux efforts individuels des États et des entreprises, quoique avec une remarquable intégration économique.

Toutefois, à l'exception étonnante et très importante de l'ASEAN, l'intégration économique n'a pas été assortie d'une intégration politique et militaire.

À de nombreux égards, la géopolitique de l'âge nucléaire s'est jouée en Europe, l'Asie en subissant les conséquences. L'Asie a été la victime de la Guerre froide. Elle n'en a jamais été l'auteur. Des conflits régionaux ont éclaté en Asie - Corée, Vietnam et Cambodge - par suite de la lutte idéologique à l'origine de la guerre froide. Mais jamais il n'y a eu de structure pour assurer la coopération sur le plan de la sécurité, jamais il n'y a eu d'alliances militaires ou d'institutions politiques régionales.

La Guerre froide est finie en Europe. Pour l'Asie, en revanche, c'est moins sûr.

Du même coup, les idéologies sont de moins en moins une source de tensions entre l'Est et l'Ouest. Par contre, dans plusieurs cas en Asie et dans la région du Pacifique, les idéologies sont si bien ancrées qu'elles en menacent la sécurité régionale, voire même mondiale.

C'est justement parce que la Guerre froide est finie en Europe qu'il faut intensifier les efforts de paix durable dans la région du Pacifique. À mon avis, il y a trois raisons à cela. Premièrement, si la nouvelle politique étrangère de l'Union soviétique a véritablement amené la paix en Europe, il faut insister auprès des Soviétiques pour voir si la sincérité de M. Gorbatchev dans ses rapports avec l'Ouest vaut pour ses rapports avec l'Est. Pour en avoir le coeur net, il faut mettre sa sincérité à l'épreuve, le sonder, répondre à chaque proposition par une contre-proposition. Bien entendu, il est possible que nous soyons déçus. Mais il est inconcevable d'être déçu sans avoir au moins essayé.

Deuxièmement, le relâchement des tensions attribuables à la Guerre froide ne signifie pas forcément la fin des conflits

régionaux. Les affrontements entre superpuissances ont contribué à alimenter les tensions et les conflits partout dans le monde. Et cette région a eu droit à plus que sa part de conséquences tragiques. Mais les affrontements entre superpuissances ont parfois servi aussi à limiter et prévenir les conflits. Sans ces limites, les États peuvent profiter d'une liberté nouvelle, mais cette liberté peut les amener à se lancer dans de nouveaux conflits ou à coopérer.

Il existe une relation directe entre la sécurité et la prospérité. L'une est garante de l'autre, et lorsque l'une fait défaut, l'autre est menacée. La pauvreté et le sous-développement menacent la sécurité au plan politique, de même qu'un conflit est l'ennemi de la prospérité et de la croissance.

Le monde a énormément à gagner de la prospérité croissante de l'Asie, et ce n'est que prudence de faire tout le nécessaire pour que cette prospérité se concrétise. Sur un certain plan, cela signifie qu'il faut continuer à encourager les forces du marché, comme le fait le gouvernement de l'Indonésie avec son programme de déréglementation et de diversification; comme le fait le secteur privé canadien avec l'intérêt accru et les investissements plus importants qu'il consacre à cette région; comme le font nos gouvernements réunis pour chercher à réaliser des progrès substantiels dans les négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round. Mais une nouvelle occasion nous est aussi offerte aujourd'hui de promouvoir la sécurité politique capable d'assurer une prospérité permanente.

Le relâchement des tensions entre les superpuissances et les nouvelles façons d'aborder les problèmes de sécurité et de coopération en Europe soulèvent une question: les nations de l'Asie-Pacifique doivent-elles envisager de mettre au point un cadre plus large pour le dialogue politique et économique ?

Nous avons déjà commencé à élaborer de nouveaux mécanismes afin de favoriser la coopération économique en Asie-Pacifique. Le Asia-Pacific Economic Cooperation Forum (ou APEC), inauguré à Canberra en novembre dernier, prouve déjà sa valeur et constitue une étape importante dans ce processus. Tant de questions économiques qui concernent les pays de cette région revêtent en même temps une importance pour le reste du monde. Il n'existe plus désormais de politique économique dite "nationale". L'interdépendance exige son propre mode de gestion. Les acquis majeurs obtenus ces derniers temps en Asie ne peuvent être préservés que si les grandes nations commerçantes de l'Asie-Pacifique se consultent régulièrement et de façon constructive sur les moyens de progresser sur les grandes questions de politique économique et commerciale auxquelles tous les membres du GATT sont actuellement confrontés dans le cadre de l'Uruguay Round.

À Tokyo, mardi, j'ai suggéré que nous examinions les applications partielles possibles à la région du Pacifique Nord de l'expérience récente et fructueuse de l'Europe qui consiste à établir des mesures destinées à accroître la confiance et la sécurité. Je ne veux pas dire que le même type d'arrangement convient à l'Asie du Sud-Est, mais je crois que le moment est propice à l'examen de nouveaux moyens d'établir la confiance et d'atténuer les tensions dans cette région également.

Le noyau à partir duquel se constituera une communauté du Pacifique sera l'ASEAN, l'organisation régionale qui connaît le plus de succès au monde dans sa catégorie. L'un des attraits qu'elle présente pour des nations qui ne font pas partie des membres auxquels elle s'adresse est la possibilité d'établir un dialogue entre partenaires, ce qui permet à des pays comme le Canada de jouir de relations reposant sur la confiance dans les débats sur les grandes questions internationales.

Ces réunions de dialogue sont précieuses pour nous, afin d'améliorer nos propres relations avec les nations participantes et de renforcer nos réseaux d'interdépendance. Elles permettent aux ministres de discuter de manière directe, franche et informelle, d'échanger leurs points de vue et d'accroître la compréhension - première étape de tout processus de coopération. À l'occasion de ces rencontres, j'ai trouvé énormément de bonne volonté et un très grand désir de combler les différences qui nous séparent. J'ai également constaté que, malgré ces différences, les douze nations qui constituent nos interlocuteurs ont pour l'essentiel les mêmes conceptions et les mêmes orientations; que ce soit à l'égard de politiques économiques basées sur le marché; à l'égard des systèmes démocratiques de gouvernement, ou pour trouver des solutions aux problèmes communs grâce à une action concertée.

Je pense que le processus et les méthodes de consultation mis au point dans le cadre du dialogue institué par l'ASEAN offrent un modèle pour améliorer et élargir encore la coopération au sein de la région Asie-Pacifique. Je me demande s'il est possible de trouver un moyen d'appliquer ces mêmes méthodes et attitudes afin d'étendre le dialogue à d'autres nations de l'Asie-Pacifique.

Ce à quoi je songe, c'est à la création de ce que j'appellerais un "troisième cercle de coopération". Il serait construit sur le modèle de ce que nous connaissons avec le dialogue déjà instauré: les ministres de l'ASEAN se rencontrent lors de leurs réunions ministérielles annuelles; c'est le premier cercle. Des partenaires au dialogue se joignent à eux pour des consultations informelles sur un vaste éventail de questions politiques et économiques au sein du forum qu'est la CPM; c'est le deuxième cercle.

Le troisième cercle pourrait être basé sur une nouvelle phase de consultations, cette fois avec des pays qui ne partagent pas nécessairement la totalité des valeurs communes aux membres de l'ASEAN et aux partenaires actuels du dialogue, mais des pays qui ont néanmoins un intérêt suffisamment marqué pour la stabilité et prospérité de la région. Des interlocuteurs éventuels seraient faciles à identifier, notamment parmi ceux qui ont cherché par le passé à être participant de plein droit au dialogue, et ceux auxquels les membres de l'ASEAN songeaient en élaborant le Traité d'amitié et de coopération de l'ASEAN.

Je crois, par exemple, qu'il est important de trouver des moyens d'intégrer l'Asie du Sud à la vie économique et politique de l'Asie-Pacifique, non seulement parce que ces nations ont quelque chose à apprendre, mais également parce qu'elles ont quelque chose à apporter.

Il va de soi que ce genre d'initiative devrait être menée par les membres de l'ASEAN qui sont au cœur de la région. C'est grâce à leur leadership que l'Association s'est valu le respect exceptionnel dont elle jouit parmi l'ensemble des nations. L'ASEAN a mis au point les procédés qui fonctionnent dans cette région. Le Canada, pour sa part, souhaite encourager les membres de l'Organisation à appliquer les mêmes principes dans leur propre intérêt comme dans celui de la région Asie-Pacifique tout entière.

Aujourd'hui, j'aimerais aborder franchement une question bien précise qui touche le développement en Europe de l'Est et en Europe centrale - il s'agit de la crainte que l'Aide publique au développement ne soit plus dirigée vers les pays en développement. Bien entendu, je ne peux parler que pour le Canada, mais nous ne viendrons pas en aide à l'Europe au détriment de nos partenaires traditionnels du développement. Le Canada connaît des problèmes financiers qui se font sentir sur son budget réservé au développement, pour ne mentionner que celui-là. L'an dernier, malgré de fortes compressions budgétaires, le gouvernement canadien a réussi à maintenir l'Aide publique au développement au nombre de ses grandes priorités.

En Indonésie, nous avons rajusté notre aide pour tenir compte de la capacité du gouvernement indonésien à réaliser un développement durable et nous avons contribué à mettre en contact des institutions canadiennes et indonésiennes. On voit bien que les choses ne sont plus du tout ce qu'elles étaient à l'époque où nos programmes étaient plutôt axés sur les besoins fondamentaux et que ce pays a, depuis 1966, accompli des progrès considérables sous le régime de Suharto.

Des liens institutionnels sont en train de s'établir à différents niveaux entre des organismes des secteurs public et privé, de même que des organismes bénévoles. Il convient surtout

de mentionner les programmes d'aide à l'université ouverte d'Indonésie et à l'institut islamique d'Indonésie offerts respectivement par l'entremise de l'agence ouverte de la Colombie-Britannique et l'Institut des études islamiques de l'Université McGill à Montréal.

Le programme d'aide porte surtout sur le perfectionnement des ressources humaines, la protection de l'environnement, l'approvisionnement en eau, le développement régional et une assistance sous forme de potasse.

L'an dernier à Singapour, j'ai inauguré le centre Canada-ASEAN pour coordonner les projets d'aide qui s'adressent à l'ensemble des pays de l'ASEAN et pour mieux leur faire connaître le Canada. Le nouveau directeur du Centre vient d'être nommé. Il s'agit de Ian Robertson, un homme qui connaît bien les secteurs privé et public, et qui est d'ailleurs des nôtres aujourd'hui.

L'entreprise privée canadienne s'est solidement implantée en Indonésie et, en tant qu'Albertain, je suis ravi d'y constater la forte présence de sociétés albertaines. Asamera Oil, qui a son siège à Calgary, oeuvre ici depuis près de trente ans. C'est aussi avec grand plaisir que je constate que des sociétés des quatre coins du Canada participent activement aux travaux de l'Association canadienne des gens d'affaires et du Conseil des gens d'affaires Canada-Indonésie.

Les liens institutionnels qui sont en train de se créer sont tout à fait propices à l'intensification des relations d'affaires entre le Canada et les nations de l'ASEAN. À ce sujet, je suis heureux d'annoncer que les ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN ont accepté de se rendre au Canada, et plus précisément à Jasper, en Alberta, du 5 au 7 octobre prochains, dans le cadre d'une réunion ministérielle spéciale Canada-ASEAN, pour se pencher sur des façons de renforcer la coopération entre les pays de l'ASEAN et le Canada.

Ceux d'entre vous qui connaissent Jasper savez que c'est l'un des plus beaux endroits du monde, en toute saison. Les pourparlers de Jasper viendront compléter les discussions qui se déroulent à Jakarta en ce moment. Ils permettront aux Canadiens de mieux comprendre les questions qui présentent un intérêt stratégique pour les États membres de l'ASEAN et ils contribueront à resserrer les liens entre le Canada et l'ASEAN à mesure qu'elle se développera au cours des dix prochaines années.

Les pourparlers seront précédés d'une série d'événements connexes à Calgary, où l'on s'attachera principalement à explorer les possibilités de nouvelles relations d'affaires. Nous tiendrons un important forum de gens d'affaires sur l'ASEAN, un atelier sur les relations du Canada avec l'ASEAN et une foule d'activités visant à mieux sensibiliser le Canada aux réalités de

l'ASEAN et à faire goûter à mes invités de l'ASEAN l'hospitalité qui a fait la réputation de l'Ouest canadien. Les activités prévues réuniront les ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN, des leaders fédéraux, provinciaux et municipaux, des gens d'affaires, des universitaires et des journalistes. Manifestement, ce sera la semaine de l'ASEAN en Alberta. Et si vous avez des suggestions à faire à l'ambassadeur pour que nous fassions meilleure impression auprès de nos visiteurs de l'ASEAN, n'hésitez pas à le faire.